



**Arrêté n° AE-F09320P0254 du 04/12/2020
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2020-09-01-003 du 01/09/20 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09320P0254, relative à la réalisation d'un projet de régularisation d'un prélèvement pour arrosage et alimentation d'une pico-centrale hydroélectrique sur la commune de Briançon (05), déposée par Monsieur Olivier THOMET, reçue le 02/11/2020 et considérée complète le 03/11/2020 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 05/11/2020 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 29 du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en la régularisation d'une pico-centrale hydroélectrique, d'une puissance maximale brute de 7 652 W, créée en 1977 comprenant ;

- une prise d'eau d'une surface de 1,7 m² avec un seuil de 22 cm avec vidange de dessablage,
- un réservoir de mise en charge d'une capacité de 3,22 m³,
- une turbine,
- des canalisations de 80, 100 et 160 mm ;

Considérant que ce projet a pour objectif l'irrigation par aspersion et la production d'électricité à usage domestique ;

Considérant la localisation du projet :

- en zone urbaine,
- en zone de montagne,
- dans un secteur anthropisé ;

Considérant que le projet n'est inscrit dans aucun périmètre de protection réglementaire ou contractuelle et qu'il ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique ;

Considérant que le projet existant ne nécessite pas de travaux ;

Considérant que l'ouvrage est de faible puissance et que le tronçon court-circuité est réduit ;

Considérant que le projet existant ne générera pas d'impact sur l'environnement ;

Arrête :

Article 1

Le projet de régularisation d'un prélèvement pour arrosage et alimentation d'une pico-centrale hydroélectrique situé sur la commune de Briançon (05) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à Monsieur Olivier THOMET.

Fait à Marseille, le 04/12/2020.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
La cheffe d'unité évaluation environnementale



Marie-Thérèse BAILLET

Voies et délais de recours d'une décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de la transition écologique et solidaire

Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

2- Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).